le Canard libéré
Vingtième année N°854 vendredi 12 juin 2026 - 8 DH -
Directeur de la publication Abdellah Chankou

Mondial américain de Trump

LE PREMIER CARTON ROUGE POUR UN ARBITRE SOMALIEN

P8

Omar Artan refoulé malgré un visa en bonne et due forme.

Bac 2026

Entre techno-surveillance et examens-fleuve…

P3

Produits agricoles

Devises pour l'export, Mouise pour le consommateur…

P6

Mohamed Chaouki, président du RNI.

Défection de 8 élus communaux RNI de Rabat

Sauve-qui-peut?

Confus DE CANARD

BAC : AUTOSATISFACTION STATISTIQUE…

P2

Le monde merveilleux de Saham

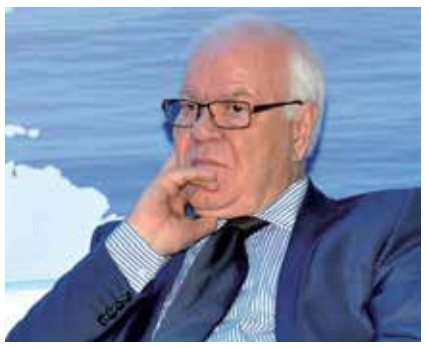
Quand l'employé et le client ne font qu'un…

P11

Moulay Hafid Elalamy.

L'ASMEX en campagne agitée

Les non-dits d'une bataille de succession



Hassan Sentissi, président sortant de l'ASMEX.

P10

Confus de CANARD

Abdellah Chankou
Directeur de la publication

BAC : AUTOSATISFACTION STATISTIQUE…

Si les résultats du baccalauréat donnent lieu chaque année à leur lot de félicitations et de célébrations, ils devraient également être l'occasion d'une réflexion plus profonde sur l'état réel du système éducatif national. Car au-delà des taux de réussite et des moyennes record, la question fondamentale qui mérite d'être posée est la suivante : l'école marocaine parvient-elle réellement à remplir sa mission d'ascenseur social ?

Le discours officiel prisonnier du « fétichisme des statistiques » doit évoluer. On se félicite d'un taux de réussite de 54 %, 58 % ou davantage, on met en avant le nombre de mentions et les moyennes exceptionnelles, mais l'essentiel demeure souvent dans l'angle mort : quelles compétences réelles acquièrent les élèves une fois le bac en poche ? Quels savoirs maîtrisent-ils réellement ? Et surtout, quels citoyens et quels professionnels l'école prépare-t-elle pour demain ?

Or, la responsabilité éducative et nationale impose de dépasser la mise en avant des pourcentages flatteurs pour s'interroger sur les dysfonctionnements structurels qui font du baccalauréat non pas un tremplin vers l'avenir, mais pour la majorité des apprenants un simple report des difficultés invraisemblables qui les attendent dans l'enseignement supérieur ou sur le marché du travail. La principale aberration persistante étant la scolarisation de l'élève pendant le primaire et le secondaire en arabe pour lui demander, du jour au lendemain, de poursuivre ses études universitaires en français! Comme si l'on formait un coureur depuis des années sur une piste avant de l'obliger à disputer la course sur une patinoire. Des milliers de bacheliers découvrent ainsi, parfois avec brutalité, que leur principal obstacle n'est ni le contenu des études ni leur capacité intellectuelle, mais la langue dans laquelle elles sont dispensées. Une contradiction dont les victimes depuis plus de 30 ans sont toujours les mêmes : les élèves issus principalement des classes démunies et des territoires marginalisés, condamnés à payer le prix d'une arabisation désastreuse que les classes privilégiées prennent soin de contourner en inscrivant leurs enfants dans des établissements où la question ne se pose jamais.

Ce constat qui fait mal au cœur rejoint celui du déterminisme social. Car la performance d'un système éducatif ne se mesure pas seulement en nombre de diplômés; elle est aussi appréciée à sa capacité à faire progresser les élèves issus des milieux les plus modestes et à réduire les inégalités originelles. Un établissement qui accompagne des enfants défavorisés vers la réussite accomplit souvent une mission plus remarquable qu'un autre bénéficiant d'un environnement social privilégié. Autrefois, les moyennes obtenues étaient peut-être moins spectaculaires, mais elles traduisaient souvent des acquis plus solides et des compétences mieux ancrées. Aujourd'hui, bien des observateurs alertent sur le risque d'une inflation des notes et des diplômes qui masque en vérité un affaiblissement des apprentissages fondamentaux. Dès lors, la véritable question n'est pas de savoir combien d'élèves obtiennent leur baccalauréat, mais ce que vaut réellement ce diplôme en termes de connaissances, de compétences et de capacité d'insertion. Cette réalité peut inspirer une piste de réflexion et pourquoi pas d'action : identifier et valoriser les écoles, collèges et lycées qui réussissent à faire progresser leurs élèves au-delà de ce que leur contexte social pourrait laisser présager…Dans un pays où les disparités entre monde urbain et rural, entre enseignement public et privé, ou encore entre régions favorisées et défavorisées demeurent considérables, une telle démarche permettrait de mettre en lumière les bonnes pratiques et les modèles de réussite éventuellement ignorés.

Plutôt que de se focaliser sur le taux de réussite aux examens, il serait donc pertinent de mesurer la « valeur ajoutée » de chaque établissement, c'est-à-dire sa capacité à faire progresser les élèves en tenant compte de leur milieu d'origine. Un tel indicateur offrirait une lecture plus juste des performances du système éducatif et permettrait de distinguer les établissements qui accomplissent un véritable travail d'ascenseur social.

Le défi pour le Maroc n'est donc pas seulement d'augmenter les taux de réussite, mais de construire une école capable à la fois de garantir l'excellence, de réduire les inégalités sociales et de former des générations aptes à relever les défis économiques, scientifiques et technologiques du pays. C'est à cette aune que devrait être mesurée la réussite de l'enseignement, bien davantage qu'à travers la seule célébration comme une victoire nationale des statistiques annuelles ou l'admission d'une poignée de Marocains à l'École polytechnique de Paris. Chaque année, les projecteurs sont en effet braqués sur les quarantaine admis parmi les 60 étrangers reçus au concours. Les chiffres impressionnent et les réseaux sociaux s'emballent. Mais de quoi cette réussite est-elle réellement le nom ?

> ***Autrefois, les moyennes obtenues étaient peut-être moins spectaculaires, mais elles traduisaient souvent des acquis plus solides et des compétences mieux ancrées.***

On oublie souvent de préciser que les Marocains constituent depuis longtemps la première nationalité étrangère à se présenter au concours de cette prestigieuse institution française, créée à l'origine pour former les cadres scientifiques et militaires de l'Empire napoléonien. Dans ces conditions, le nombre élevé d'admis relève aussi d'un simple effet de masse. Surtout, il ne saurait masquer une réalité beaucoup moins reluisante : l'effondrement progressif du niveau général de l'enseignement national, tant public que privé. Ces success stories individuelles servent trop souvent d'alibi à un système éducatif qui peine à remplir sa mission fondamentale. L'arbre des quelques dizaines de polytechniciens admis chaque année finit par cacher la forêt d'un immense gâchis éducatif national. Car derrière ces parcours d'exception se trouvent des centaines de milliers d'élèves confrontés à des classes surchargées, à des inégalités territoriales criantes et à une école qui reproduit davantage les hiérarchies sociales qu'elle ne les corrige.

Or, la véritable grandeur d'une nation ne se mesure pas au nombre de ses étudiants admis dans quelques institutions étrangères, aussi prestigieuses soient-elles. Elle se mesure à la qualité de son école pour tous, à sa capacité à transmettre des savoirs, des valeurs, un sens du collectif et une culture de l'effort partagé. ◗

Côté BASSE-COUR

Bac 2026

Entre techno-surveillance et examens-fleuve…

Avant même de plancher sur les sujets du baccalauréat (4-6 juin 2026), les candidats ont eu droit cette année à une immersion grandeur nature dans un univers mêlant science-fiction, surveillance technologique et marathon intellectuel. Pour lutter contre la fraude (près de 5000 cas débusqués), les centres d'examen ont vu débarquer le T3 Shield, un dispositif développé par la startup marocaine SensThings capable de détecter téléphones portables, écouteurs Bluetooth, montres connectées et autres gadgets électroniques grâce aux signaux radio qu'ils émettent. Jusque-là, rien de bien extraordinaire. Sauf que l'engin, porté sur le dos des surveillants, évoque davantage un atomiseur agricole destiné à pulvériser des pesticides dans les champs qu'un outil pédagogique destiné à garantir l'égalité des chances devant les examens. Nombre d'élèves ont ainsi eu l'impression désagréable de passer l'examen sous l'œil vigilant d'une brigade anti-parasites numériques sillonnant les rangées à la recherche du moindre signal suspect. On était en droit d'attendre une atmosphère plus sereine et plus propice à la concentration pour un examen aussi déterminant que le baccalauréat. Mais au fond, la grande polémique n'est pas venue que de cette technologie futuriste. Car pendant que les surveillants traquaient les ondes Bluetooth, les candidats, eux, se débattaient avec un adversaire autrement plus redoutable : la longueur et la difficulté de certaines épreuves. Entre un examen de physique s'étalant sur dix pages et une épreuve de SVT atteignant douze pages, nombreux sont ceux qui ont eu le sentiment de participer davantage à une compétition d'endurance qu'à une évaluation de leurs connaissances. À entendre certains élèves et parents, la véritable épreuve n'était donc pas de résister à la tentation de tricher, mais de parvenir au bout du sujet avant la sonnerie finale. Comme si les candidats devaient simultanément maîtriser les lois de la physique, les mécanismes du vivant et les performances d'un coureur de fond. Cette édition du baccalauréat aura ainsi offert un curieux paradoxe : jamais la technologie de surveillance n'aura été aussi sophistiquée, tandis que les sujets semblaient parfois conçus pour tester moins les acquis scolaires que la résistance physique et psychologique des candidats. À ce rythme, les prochaines sessions pourraient prévoir un détecteur de fraude dans une main, une gourde énergétique dans l'autre et, pourquoi pas, un certificat médical attestant que le candidat possède les qualités requises pour achever un véritable marathon académique sans dégâts ! ◗

Côté BASSE-COUR

Mondial 2026 Un match amical qui coûte cher aux Lions de l'Atlas

Abde Ezzalzouli ratera les matchs du début de la compétition...

À quelques jours de leur entrée en lice dans la Coupe du monde 2026 face au Brésil, programmée le samedi 13 juin auz Etats-Unis, les Lions de l'Atlas auraient sûrement préféré tirer quelques certitudes tactiques de leur match amical contre la Norvège, disputé le 7 juin au New Jersey. Au lieu de cela, ils repartent avec une grosse inquiétude au terme d'un match où ils se sont donnés à fond . Si les deux équipes se sont séparées sur un score de parité (1-1), ce bilan flatteur pour les hommes de Ouahbi cache un revers bien plus préoccupant sur le plan médical que sur le plan sportif. La facture pour cette débauche d'énergie pourrait en effet être salée. Le jeune attaquant Abde Ezzalzouli a quitté la pelouse sur une blessure au genou. Selon les premières informations, sa participation au premier match du Mondial est sérieusement compromise, ce qui a été confirmé plus tard: le joueur sera indisponible pendant deux ou trois semaines et manquera de ce fait les matchs de poule contre le Brésil, l'Ecosse et Haïti… Un coup dur pour la sélection nationale. Dans une rencontre sans enjeu comptable, mais abordée avec une intensité digne d'un match de compétition, les coéquipiers de Hakimi ont fait preuve d'une belle générosité dans l'effort. Pressing constant, duels engagés, rythme élevé : les hommes de Mohamed Ouahbi ont joué comme s'il s'agissait déjà d'un rendez-vous décisif du Mondial. En face, les Norvégiens ont opté pour une approche très différente. Conscients que l'essentiel les attend ailleurs, ils ont géré leurs efforts avec davantage de mesure, évité les risques inutiles et privilégié la préservation de leurs organismes. Une gestion pragmatique qui tranche avec l'engagement total affiché par les Lions de l'Atlas. En pleine confiance ces derniers mois, l'ailier apportait vitesse, percussion et imprévisibilité dans les phases offensives. Son éventuelle absence réduirait les options du sélectionneur au moment même où le Maroc s'apprête à défier l'une des équipes solides du tournoi. Cette blessure relance aussi l'éternel débat sur la gestion des matches de préparation. Jusqu'où faut-il pousser l'intensité à quelques jours d'une grande compétition ? Faut-il privilégier la montée en puissance physique ou la préservation des cadres? Le football moderne le rappelle régulièrement : une rencontre amicale peut parfois coûter bien plus cher qu'une défaite. Le Maroc abordera donc son choc contre le Brésil avec une préoccupation supplémentaire. Car au-delà du résultat face à la Norvège, c'est désormais l'état de santé de ses joueurs qui monopolise l'attention. Et dans une Coupe du monde où chaque détail compte, perdre un élément offensif de la qualité d'Abde Ezzalzouli avant même le coup d'envoi du tournoi constituerait un sérieux handicap pour les ambitions des Lions de l'Atlas. Comme si ce match amical n'était pas déjà assez déroutant, le sélectionneur a surpris tout le monde en procédant, dès la seconde période, à un véritable changement d'équipe : sept remplacements effectués d'un seul coup. Une sorte de séance de portes ouvertes grandeur nature, où l'objectif semblait moins de chercher des automatismes avant le choc contre le Brésil que de distribuer équitablement le temps de jeu. À ce stade de la préparation, certains observateurs ont eu le sentiment d'assister non pas à une répétition générale, mais à une ultime séance d'essais, au risque de brouiller les repères collectifs à quelques jours du rendez-vous le plus important de la saison. ◗

Everest-Lhotse Consécration royale pour Nawal Sfendla

Le roi Mohammed VI a reçu, lundi 8 juin au Palais Royal de Rabat, l'alpiniste marocaine Nawal Sfendla, auteure d'un exploit sportif exceptionnel après avoir réussi l'ascension successive des sommets de l'Everest (8.849 mètres) et du Lhotse (8.516 mètres), deux des plus hauts pics de la planète, réalisés dans un intervalle de temps extrêmement réduit.

Le Souverain a décoré l'alpiniste du Wissam Al Moukafaa Al Watania de l'ordre d'Officier.

Au cours de cette audience, le Souverain a décoré Mme Nawal Sfendla du Wissam Al Moukafaa Al Watania de l'ordre d'Officier, en reconnaissance de cette performance de très haut niveau qui honore le Maroc sur la scène sportive internationale et témoigne des capacités de dépassement de soi de la femme marocaine.

Cette audience royale illustre l'intérêt constant que porte le roi Mohammed VI au sport en tant que vecteur de développement humain, d'épanouissement individuel, d'inclusion sociale et de rayonnement national. Elle reflète également la haute sollicitude dont le Souverain entoure la femme marocaine, dont il ne cesse de soutenir l'émancipation et la pleine participation à la dynamique de progrès du Royaume.

L'exploit réalisé par Nawal Sfendla revêt une portée symbolique particulière. En relevant l'un des défis les plus exigeants de l'alpinisme mondial, elle a démontré une remarquable endurance physique et mentale, faisant preuve d'une détermination exemplaire face aux conditions extrêmes qui caractérisent les plus hauts sommets.

À cette occasion, le Souverain a salué une performance exceptionnelle qui constitue une source de fierté pour l'ensemble des Marocains. Le roi Mohammed VI avait d'ailleurs adressé à l'alpiniste un message de félicitations dans lequel il soulignait que cette réalisation de rang mondial était le fruit d'efforts soutenus, d'une volonté inébranlable et d'une persévérance remarquable. ◗

Bétail d'importation

Réunion discrète au sommet

Beaucoup pensent que les subventions touchées par une poignée d'importateurs n'ont servi qu'à les engraisser au détriment du consommateur...

Une réunion tenue dans la plus grande discrétion s'est déroulée le mercredi 3 juin au siège du ministère de l'Agriculture à Rabat autour de quelques « gros bonnets » bénis du secteur des importations du bétail. Il s'agit des fameux " frakchia" proches de certains partis au pouvoir, objet d'une vaste controverse dans le pays, pour avoir touché des subventions substantielles sous forme d'exonérations et fiscales et de compensations financières au titre de leurs activités d'import sans que les prix des viandes rouges n'aient connue de baisse significative à ce jour. Selon une source bien informée, les participants à cette assemblée d'initiés, qui intervient au lendemain d'une fête de sacrifice qui dégage des relents de scandale sur tous les plans, auraient été convoqués individuellement par téléphone, loin de toute communication officielle ou démarche transparente. D'après les informations recueillies par nos soins, cette rencontre confidentielle aurait pour principal objectif de anticiper les prochaines opérations d'importation et de coordonner certaines décisions stratégiques. Pour mieux se farcir les finances publiques et les consommateurs marocains? Cependant, ce qui interpelle davantage est l'absence remarquée des véritables professionnels et opérateurs du secteur, pourtant directement concernés par les questions de l'élevage. Cette mise à l'écart alimente les interrogations sur la nature réelle de cette réunion et renforce les soupçons d'une concertation entre un cercle restreint d'acteurs cherchant à orienter le marché selon leurs propres intérêts. L'exclusion des représentants légitimes de la profession ne peut que nourrir et accentuer les craintes d'un fonctionnement opaque, voire de pratiques assimilables à celles d'un cartel. Dans un contexte où la transparence et la concurrence loyale devraient constituer les principes directeurs de toute décision touchant au marché national des viandes en proie à des prix anormalement élevés attentatoires au pouvoir d'achat des Marocains, ces conciliabules risquent de susciter davantage de questions que de réponses. Les professionnels comme les consommateurs sont en droit de savoir qui décide, au nom de qui et dans quel intérêt. Ça va saigner. Affaire à suivre… ◗

LEAVE MEMORIES.
NOT WASTE.
Save Our Ocean
BAHRI
Together for Cleaner Beaches

Le Maigret du CANARD

Produits agricoles

Devises pour l'export, Mouise pour le consommateur…

Sécheresse, guerre en Ukraine, tensions au Moyen-Orient … Les explications officielles de l'inflation alimentaire au Maroc sont devenues des litanies. Derrière la vie chère qui étrangle ménages modestes et classes moyennes se profile en fait un système agricole paradoxal : triomphant à l'export, mais organisant la rareté à domicile, miné par des intermédiaires sans contrôle et un État régulateur souvent spectateur.

ABDELLAH CHANKOU

Durant de longues années, les Marocains ont entendu ressasser les mêmes explications censées justifier l'inflation récurrente, en particulier celle des denrées alimentaires : sécheresse, conjoncture internationale défavorable, guerre en Ukraine, tensions au Moyen-Orient, renchérissement des coûts de transport ou encore perturbations des chaînes d'approvisionnement. Toutefois, ces arguments ne suffisent plus à éclairer une réalité accablante : comment expliquer que des produits aussi essentiels que la tomate, l'oignon, la pomme, la pomme de terre ou la viande soient devenus quasiment inaccessibles pour une large frange de la population ? Le tajine, plat emblématique du quotidien des Marocains, est en train de se muer en mets de luxe. La tomate, qui se négociait encore il y a quelques années entre 4 et 5 DH le kilogramme, oscille désormais le plus souvent entre 10 et 15 DH. La pomme de terre peine à descendre sous la barre des 8 DH. La courgette ne s'échange guère à moins de 12 ou 13 DH le kilo. Quant à l'oignon, il a connu des flambées spectaculaires, atteignant parfois 15 DH le kilogramme. S'agissant de la viande rouge, son prix, bien qu'une poignée d'importateurs opportunistes ait bénéficié de subventions publiques substantielles, n'a pas connu de baisse, se stabilisant autour de 120 DH le kilo, contre environ 80 auparavant. Dans un pays qui se veut à vocation agricole et dont les produits, réputés pour leur qualité, ont conquis de nombreux marchés internationaux, une telle situation ne peut qu'interpeller. Pour saisir les ressorts cachés de la vie chère qui étouffe aujourd'hui au-delà du supportable les foyers modestes, les salariés au SMIG, les travailleurs journaliers et même les classes moyennes, il convient de dépasser les justifications officielles et de braquer les projecteurs sur les mutations profondes – et parfois délétères – qu'a connues l'agriculture nationale ces dernières années.

A cet égard, l'explication principale réside sans doute dans les effets indirects du Plan Maroc Vert. Lancée en 2008 par Aziz Akhannouch, cette stratégie sectorielle a incontestablement modernisé l'agriculture nationale et permis au royaume – au prix toutefois d'un prélèvement massif des eaux de surface et des nappes phréatiques – d'attirer de nouveaux investisseurs et de consolider sa position comme exportateur majeur de fruits et légumes. Mais elle a en même temps renforcé la prépondérance d'une agriculture fortement tournée vers les marchés extérieurs, où les prix sont plus rémunérateurs au détriment du marché domestique qui visiblement ne trouve pas grâce aux yeux des pontes de l'agriculture intensive. Aujourd'hui, les tomates marocaines alimentent les étals européens, britanniques, africains et ceux des pays du Golfe. Cette réussite économique est indéniable. Mais à quoi bon conquérir le monde si le marché national peine à être convenablement approvisionné ?

Le problème ne réside pas dans l'exportation en elle-même – aucun pays ne renonce volontiers aux recettes en devises. Il se pose avec acuité lorsque le consommateur devient la variable d'ajustement d'un système où les débouchés étrangers deviennent prioritaires et où l'approvisionnement du marché intérieur est relégué au second plan, voire à la trappe. Résultat : Les caisses des happy few se remplissent, les paniers se vident sous le poids de la cherté…

Il est de notoriété que la raréfaction de l'offre entraîne mécaniquement une hausse des prix. C'est précisément ce à quoi nous assistons depuis quelques années sur un marché national alimenté, de surcroît, par des produits hors calibre ou déclassés – issus du tri effectué pour l'exportation – et ne répondant pas aux standards de qualité exigés par les marchés étrangers. Parallèlement, une autre transformation à bas bruit a bouleversé les équilibres ruraux. Les petits agriculteurs, principalement ceux des zones bour ou disposant de modestes ressources en eau, qui approvisionnaient naguère les souks et les marchés locaux à des prix relativement abordables, se trouvent aujourd'hui fragilisés par le manque d'eau, la hausse du prix des semences, des engrais et du carburant. Faute d'accès au financement bancaire, beaucoup tombent à la merci d'intermédiaires qui achètent les récoltes sur pied à des prix dérisoires. Pour le petit fellah, cette avance d'argent constitue souvent la seule échappatoire face aux dépenses courantes qui ont également pris l'ascenseur. C'est ainsi que l'intermédiaire se substitue à la banque et fait la pluie et le beau temps. Le véritable scandale réside à ce niveau. Entre le champ et le marché, une armée d'intermédiaires capte une part croissante de la valeur

Le Maigret du CANARD

ajoutée sans produire ni cultiver, sans créer d'emplois ni contribuer à la fiscalité. Ces acteurs, souvent anonymes mais redoutablement puissants, réalisent des marges extravagantes tandis que le producteur modeste peine à survivre et que le consommateur paie le prix fort. Le paradoxe est cruel : le fellah vend à bas prix, voire à perte, faute de financement, de capacités de stockage ou de débouchés directs, tandis que le consommateur achète de plus en plus cher cher en bout de chaîne. Entre les deux, les intermédiaires, profitant des déséquilibres du marché et de l'absence de contrôle effectif, engrangent des marges indécentes. Dans cette affaire, le dindon de la farce est évidente : le fellah, qui ne vit pas dignement de son labeur et le citoyen, dont le panier de courses ne cesse de peser des tonnes…

Dans les économies développées, l'économie de marché n'est pas synonyme de loi de la jungle. Elle repose sur des règles claires, des contrôles rigoureux et des sanctions dissuasives. Lorsqu'un secteur stratégique et essentiel connaît des dérives, que des intermédiaires accumulent des profits injustifiés ou que la spéculation menace le pouvoir d'achat des citoyens, l'État intervient – non seulement pour garantir une concurrence saine, mais aussi pour protéger le consommateur contre les abus. Au Maroc, beaucoup ont le sentiment que la volonté politique sous le gouvernement Akhannouch s'est effacé devant les intérêts économiques et que les forces de l'argent dictent de plus en plus les règles du jeu.

La vie chère n'est donc pas seulement une conséquence de la sécheresse ou des aléas internationaux. Elle est aussi le produit d'un schéma qui a privilégié l'exportation à outrance, concentré les richesses agricoles entre les mains d'u e camarilla d'opérateurs, écrasé les petits cultivateurs et laissé prospérer une chaîne d'intermédiation devenue tentaculaire. Tant que ce phénomène ne sera pas combattu par des mesures courageuses, la vie chère ne disparaîtra pas du paysage. Le véritable défi n'étant pas seulement de produire davantage pour exporter plus et augmenter les recettes en devises, mais de garantir que les fruits de cette production demeurent raisonnablement accessibles à l'ensemble des Marocains. À défaut, le paradoxe national ne cessera de s'aggraver : exporter l'abondance tout en organisant la rareté à domicile. À ce jeu, ce sont toujours les mêmes qui paieront la facture : les ménages modestes, les salariés au SMIG et les travailleurs journaliers, dont le pouvoir d'achat fond plus vite que les promesses de la réforme de l'enseignement. Il suffit d'arpenter les réseaux sociaux, où se mêlent cris de désespoir et anathèmes, pour mesurer à quel point l'exaspération populaire face à la cherté de la vie a atteint son paroxysme…

Au-delà des dysfonctionnements de la chaîne de production et de distribution, une autre question mérite d'être posée : où est l'État régulateur ? Depuis plusieurs années, le Maroc s'est doté d'institutions telles que le Conseil de la concurrence, censées veiller au bon fonctionnement du marché, lutter contre les situations de rente et prévenir les abus de position dominante. Pourtant, les rapports, avis et recommandations s'accumulent sans produire d'effets visibles sur le quotidien des citoyens. Le constat n'en est que plus amer, les consommateurs continuant de subir des hausses de prix parfois inexplicables, sans qu'aucune responsabilité ne soit clairement établie.

À bout de souffle

À quoi sert-il, dès lors, de diagnostiquer les dysfonctionnements si aucune thérapie n'est appliquée ? À quoi servent les études sur les marges excessives, les ententes ou les circuits de distribution opaques si elles ne débouchent ni sur des sanctions exemplaires ni sur des réformes structurelles ? Un gouvernement digne de ce nom ne saurait rester spectateur des dérives du marché. Son rôle est de réguler, contrôler et sanctionner lorsqu'une grave hypothèque pèse sur l'intérêt général et la cohésion sociale. La liberté des prix ne peut en aucun cas servir de prétexte à l'inaction ni d'alibi derrière lequel les décideurs se retrancheraient pour abandonner les consommateurs à la loi du plus fort, autrement dit à la prédation. Au Maroc, une part non négligeable de la flambée des prix trouve son origine dans la prolifération d'intermédiaires et de « chennakas » qui prospèrent dans les interstices d'un système insuffisamment régulé. Entre le champ et l'assiette du consommateur, ces acteurs captent une part croissante de la valeur sans produire, sans transformer et souvent sans même disposer d'un véritable statut formel. Nombre d'entre eux agissent dans l'anonymat, échappent à l'impôt et ne créent aucune valeur ajoutée réelle pour l'économie nationale.

Face à des citoyens à bout de souffle devant la hausse du coût de la vie, jusqu'à quand les pouvoirs publics continueront-ils de s'accommoder d'un schéma de sous-approvisionnement du marché des produits agricoles, aggravé par un état de rente connu de tous ? Ce qui ajoute au scandale, c'est que des élus agiraient dans l'ombre pour tirer profit de leur position, s'enrichissant aux dépens de la collectivité sur des produits de première nécessité. Or, lorsque l'opinion publique a le sentiment que certains utilisent leur fonction comme un levier d'enrichissement personnel ou comme un moyen de préserver des intérêts économiques particuliers, la confiance des citoyens s'érode dangereusement. ◗

Transport aérien

Royal Air Maroc ouvre la route du Pacifique

Royal Air Maroc renforce son ancrage mondial

Royal Air Maroc a inauguré dimanche 7 juin sa première liaison aérienne directe entre Casablanca et Los Angeles, établissant pour la première fois un pont aérien sans escale entre le Royaume et la côte ouest des États-Unis. Le vol inaugural a quitté l'aéroport Mohammed V de Casablanca à 4 heures du matin, marquant le lancement officiel de cette route stratégique qui relie désormais les deux métropoles en près de douze heures. Au-delà de l'ouverture d'une simple ligne commerciale, cet événement consacre le renforcement du positionnement du Maroc comme plateforme aérienne de référence entre l'Afrique, l'Europe et les Amériques.

Pour Hamid Addou, Président Directeur Général de RAM, cette nouvelle desserte revêt une portée particulière: « L'ouverture de cette ligne directe entre Casablanca et Los Angeles constitue un jalon historique pour Royal Air Maroc et pour la connectivité aérienne du continent africain. En rapprochant le Maroc de la côte ouest américaine, nous consolidons notre rôle de passerelle entre les continents et contribuons au rayonnement international du Royaume. »

Cette inauguration intervient dans une année hautement symbolique marquée par la célébration des 250 ans des relations d'amitié entre le Maroc et les États-Unis, mais également par la présence des Lions de l'Atlas à la plus prestigieuse compétition mondiale de football, renforçant davantage la visibilité internationale du Royaume.

La nouvelle ligne sera exploitée à raison de trois fréquences hebdomadaires. Les départs de Casablanca sont programmés les mardis, vendredis et dimanches à 4h00 pour une arrivée à Los Angeles à 8h20, heure locale. Les vols retour quitteront la métropole californienne à 10h20 pour rejoindre Casablanca le lendemain à 5h25.

Les liaisons sont assurées par des appareils long-courriers de dernière génération offrant des standards élevés de confort, de sécurité et de performance. Les passagers bénéficient d'une expérience de voyage adaptée aux longues distances, incluant un service à bord renforcé, des systèmes de divertissement individuels et des prestations répondant aux standards internationaux.

Au-delà des flux touristiques, la ligne Casablanca–Los Angeles cible plusieurs segments stratégiques : la diaspora marocaine installée sur la côte ouest américaine, les communautés africaines transitant par Casablanca, les voyageurs d'affaires, les investisseurs ainsi que les touristes américains de plus en plus nombreux à découvrir le Royaume.

Avec cette nouvelle destination, Royal Air Maroc consolide sa présence sur le marché nord-américain où elle dessert déjà plusieurs grandes villes, notamment New York, Washington, Miami, Montréal et Toronto. Cette expansion s'inscrit dans une dynamique plus large de développement du réseau long-courrier de la compagnie, illustrée ces dernières années par l'ouverture de nouvelles lignes vers l'Asie, l'Amérique latine et d'autres marchés stratégiques.

En reliant directement Casablanca à l'une des capitales économiques, technologiques et culturelles les plus influentes du monde, Royal Air Maroc confirme son ambition de faire du hub casablancais l'un des principaux carrefours aériens du continent africain et un point de connexion privilégié entre l'Afrique et les grandes économies mondiales.

Le Maigret du CANARD

Mondial américain de Trump

LE PREMIER CARTON ROUGE POUR UN ARBITRE SOMALIEN

On croyait que la Coupe du monde se jouerait sur les pelouses américaines. Erreur. Le premier match du Mondial 2026 s'est disputé dans un hall d'aéroport, samedi 7 juin, entre un arbitre somalien dûment accrédité par la FIFA et un agent de l'immigration américaine. Score final : Administration 1, FIFA 0.

JAMIL MANAR

La victime de cette étonnante ouverture de tournoi s'appelle Omar Abdulkadir Artan. À 34 ans, l'homme avait pourtant tout pour entrer dans l'histoire : élu meilleur arbitre africain en 2025, il devait devenir le premier Somalien à officier lors d'une Coupe du monde. Désigné par la FIFA, muni de ses accréditations et de son visa, il croyait naïvement que les règles du football primaient sur celles de la géopolitique et de la politique tout court…

À son arrivée sur le sol américain, l'arbitre a découvert une nouvelle forme de carton rouge. Non pas celui distribué par un homme en noir sur une pelouse, mais par un agent des frontières derrière un guichet. Verdict : entrée refusée, retour à l'expéditeur.

La FIFA, qui passe son temps à vanter l'universalité du football, a pris acte avec la résignation des organisations impuissantes. Le machin de Gianni Infantino a confirmé que le referee somalien ne participerait finalement pas à la compétition. Dans ce nouveau règlement non écrit, être sélectionné par la FIFA ne garantit manifestement pas d'être sélectionné par les autorités trumpiennes.

L'affaire trouverait son origine dans les restrictions migratoires visant plusieurs pays, dont la Somalie, maintenues et durcies par l'administration Trump. Le président américain, qui n'a jamais caché son mépris qui exhale les relents du racisime pour certains pays africains qu'il a qualifié de pourris , semble ainsi avoir réussi un exploit inédit : transformer un arbitre de Coupe du monde en sujet de politique migratoire.

Pour de nombreux observateurs, cette décision pour le moins surprenante dépasse largement le simple cadre administratif. Elle s'inscrit dans un climat politique marqué depuis des années par les prises de bec spectaculaires entre Donald Trump et la communauté somalo-américaine, dont la figure la plus emblématique demeure la députée d'origine somalienne Ilhan Omar, cible régulière des attaques du locataire de la Maison-Blanche.

Le plus ironique dans cette histoire reste sans doute que l'arbitre n'était même pas venu pour jouer. Il venait simplement faire respecter les règles. Mais dans l'Amérique à la sauce Trump, les lois du football continuent d'exister, mais elles jouent désormais en deuxième division derrière celles de l'immigration.

Au rythme où vont les choses, la FIFA pourrait être contrainte d'ajouter un nouveau chapitre à ses règlements: après les hors-jeu, les mains et les fautes grossières, place aux hors-frontières. ◗

Omar Artan refoulé malgré un visa en bonne et due forme.

Mondial trumpien

Fouillés et humiliés mais sous le bon drapeau…!

Les Lions de la Teranga ont beau figurer parmi les meilleures équipes africaines, ils ont découvert à leurs dépens que pour jouer aux États-Unis, il existe désormais une étape supplémentaire inscrite nulle part : les qualifications sécuritaires.

Joueur sénégalais fouillé sur la piste même de l'aéroport.

Une vidéo devenue virale montre les joueurs sénégalais alignés sur le tarmac pour un contrôle avant embarquement. En quelques heures, les réseaux sociaux se sont emballés. Certains y ont vu une scène digne d'un film policier, d'autres le premier entraînement officiel du Mondial géopolitique.

Face à la polémique, la Fédération sénégalaise a dû monter au créneau pour minimiser l'affaire, arguant que le contrôle s'était déroulé avant le départ de Raleigh et non à l'arrivée au Texas. Trop tard. Les images avaient déjà marqué les esprits.

Si une scène similaire s'était produite à Casablanca, Rabat ou , combien de communiqués indignés auraient été publiés avant le coucher du soleil ?

La Fédération sénégalaise de foot aurait convoqué une réunion d'urgence, plusieurs chroniqueurs auraient dénoncé un « traitement inacceptable », et le porte-parole de la Primature aurait probablement jugé nécessaire de rappeler les « valeurs de respect mutuel entre peuples frères ».

Mais lorsque le décor est américain, les fouilles deviennent des procédures. Les contrôles des protocoles. Et les humiliations présumées deviennent des malentendus administratifs.

Comme quoi, dans le football géopolitique made in Trump , la gravité d'un incident dépend parfois moins de l'incident lui-même que du drapeau qui flotte au-dessus de l'aéroport…. ◗

Le Maigret du CANARD

Potins du mondial

Les organisateurs promettaient une fête planétaire. Certains supporters ont cru acheter un billet pour un match. Ils découvrent qu'ils se sont inscrits à un concours administratif grandeur nature. Entre formulaires, rendez-vous consulaires, justificatifs et délais imprévisibles, beaucoup estiment que franchir les frontières américaines est plus compliqué que franchir la défense du Brésil. Plusieurs fédérations envisageraient même de distribuer des médailles aux supporters qui réussissent à atteindre le stade.

Aux États-Unis, certains observateurs ironisent sur le fait qu'un nouveau sélectionneur est apparu. Son nom : l'Oncle Sam. Son pouvoir : décider qui participe au tournoi et qui reste à la maison. Son système de jeu est simple : un tampon, un guichet et beaucoup d'incertitude. Son slogan: « Qualification sportive validée, qualification administrative en cours.

Les organisateurs promettent une sécurité maximale. Certains supporters commencent à penser qu'elle sera tellement maximale qu'il sera plus facile d'entrer dans une surface de réparation que dans le pays lui-même. Un plaisantin a même proposé de remplacer les mascottes du tournoi par deux agents de contrôle frontalier tenant un scanner dans une main et un formulaire dans l'autre.

Pendant des décennies, le rêve américain consistait à arriver aux États-Unis pour y bâtir son avenir. En 2026, le rêve américain du supporter est devenu beaucoup plus modeste : parvenir à entrer dans le pays, trouver son stade, assister au match et repartir avec son passeport intact. Certains considèrent déjà cela comme une victoire plus prestigieuse qu'une qualification en huitièmes de finale.

Les experts du football débattent depuis des années de la règle du hors-jeu. Le Mondial 2026 innove avec le concept de « hors-frontière ». Le principe est simple : vous êtes parfaitement en règle sur le terrain mais pas forcément à l'aéroport. Les supporters résument désormais la situation avec philosophie : « On peut être en jeu selon la FIFA et hors jeu selon l'administration.

La FIFA de Gianni Infantino a ouvert un bureau à la Trump Tower. à New York. Officiellement, il s'agit simplement d'une antenne destinée à gérer les opérations, les partenariats commerciaux et les préparatifs des compétitions organisées en Amérique du Nord. Officieusement, Gianni Infantino semble avoir trouvé un raccourci entre Zurich et la Maison-Blanche dont le locataire du moment s'est vu décerner d'un Prix FIFA de la paix, inventé de toutes pièces par M. Infantino . La prochaine innovation Infantinienne pourrait être un Ballon d'Or de la diplomatie immobilière. Une question reste posée : est-ce la FIFA qui a ouvert une antenne à la Trump Tower… ou la Trump Tower qui a ouvert une succursale à la FIFA ?

Les Lions de l'Atlas se sont envolés mercredi 5 juin vers les États-Unis. Tous ? Pas tout à fait. Tel un personnage d'Astérix résistant encore et toujours à l'envahisseur, Zakaria El Ouahdi est resté bloqué sur le tarmac, victime d'un adversaire redoutable : l'administration des visas. Pendant que ses coéquipiers découvraient leur camp de base, lui découvrait les joies des formulaires, des rendez-vous et des délais indéterminés. Finalement autorisé à rejoindre le groupe quelques jours plus tard, il est devenu le premier Lion de l'Atlas à réussir un dribble sur la bureaucratie américaine.

Défection de 8 élus communaux RNI de Rabat

Sauve-qui-peut ?

A quelques mois des élections législatives de septembre prochain, la démission de huit élus communaux RNI de Rabat met en lumière les tensions qui minent le parti sur fond d'une guerre de positions depuis l'arrivée en février à sa tête de Mohamed Chouki …

AHMED ZOUBAÏR

Après des mois à mijoter dans son jus, la petite tambouille interne du Rassemblement National des Indépendants (RNI) a enfin trouvé son exutoire. Comme par magie, huit élus municipaux de Rabat ont décidé d'un seul coup de démissionner du parti et de l'annoncer dans un communiqué laconique sobrement intitulé « Retrait.» Parmi les démissionnaires figurent la maire de Rabat Fatiha Moudni et le président de l'arrondissement Souissi Adel Atrassi. Dans leur texte non daté, les signataires se contentent d'évoquer une « évaluation de leur parcours politique, de leur action de terrain et de leur expérience au sein des instances élues». Une généralité creuse qui permet d'éviter de préciser les véritables raisons de la rupture. Cette absence d'explications est politiquement et moralement incorrecte. Un représentant du peuple n'est pas un électron libre qui démissionne en coulisses au gré de ses convenances personnelles ou de ses frustrations partisanes. Un élu doit des explications claires à ses électeurs. Ce sont les citoyens de Rabat qui, par leur vote, leur ont confié à Moudni et consorts un mandat et une légitimité. Partir ainsi en bloc sans rendre de comptes à la population s'apparente à un flagrant manque de respect envers le corps

Les démissionnaires posant dans une photo de famille…

électoral et à un déni des règles élémentaires de la transparence démocratique. En fait, cette défection massive intervient dans un contexte chaotique pour le RNI, marqué par le désengagement brutal et mystérieux de son principal moteur politique, Aziz Akhannouch, de la chefferie du parti et son remplacement au terme d'un congrès extraordinaire en février 2026 par Mohamed Chouki, un candidat unique par défaut, dont la principale caractéristique est qu'il n'est pas un militant maison. Un successeur pareil peu connecté à la base militante et dépourvu de légitimité historique n'a fait qu'accentuer le sentiment de flottement local.

Le timing de cette vague de démissions trahit d'ailleurs des motivations bien moins nobles qu'une simple « réflexion politique ». Elle survient moins de vingt-quatre heures après l'annonce des candidatures retenues pour les prochaines échéances législatives. Un hasard de calendrier difficile à croire, qui alimente les certitudes quant à de basses querelles d'investitures. Au-delà du cas de Rabat, jusqu'ici considéré comme l'un des bastions les plus solides du parti, cet épisode illustre l'essoufflement de la machine RNI. Cette défection massive, qui n'est pas pour rassurer à quelques mois des élections législatives de septembre, profitera bien aux partis concurrents qui ont lancé depuis plusieurs mois la machine à récupérer les élus déçus des autres. La ou l'on voit que les partis sont juste des étiquettes interchangeables. Au-delà de ses tensions internes, le RNI risque surtout de payer un lourd tribut politique au climat social qui prévaut dans le pays. Après plusieurs années à la tête du gouvernement, le parti se retrouve en première ligne face au mécontentement d'une large partie de la population confrontée à la flambée du coût de la vie, à l'érosion sans précédent du pouvoir d'achat et à la persistance de fortes inégalités sociales. Longtemps porté par un discours axé sur l'efficacité managériale et la promesse d'améliorer le quotidien des citoyens, le RNI se heurte aujourd'hui à la dure réalité du bilan. Dans l'esprit de nombreux Marocains, la hausse des prix des produits alimentaires, des carburants et de plusieurs services essentiels reste associée à l'action du parti-locomotive du gouvernement dirigé par Aziz Akhannouch. Les candidats RNI n'auront pas la partie facile devant les électeurs…

Le Maigret du CANARD

L'ASMEX en campagne agitée

Les non-dits d'une bataille de succession

À la confédération marocaine des exportateurs (ASMEX), la préparation de l'élection du 23 juin tourne à la confrontation ouverte. Derrière les désaccords sur les candidatures et les statuts se dessine un conflit plein de non-dits sur la gouvernance de l'association et les conditions de la succession du président sortant.

SALIHA TOUMI

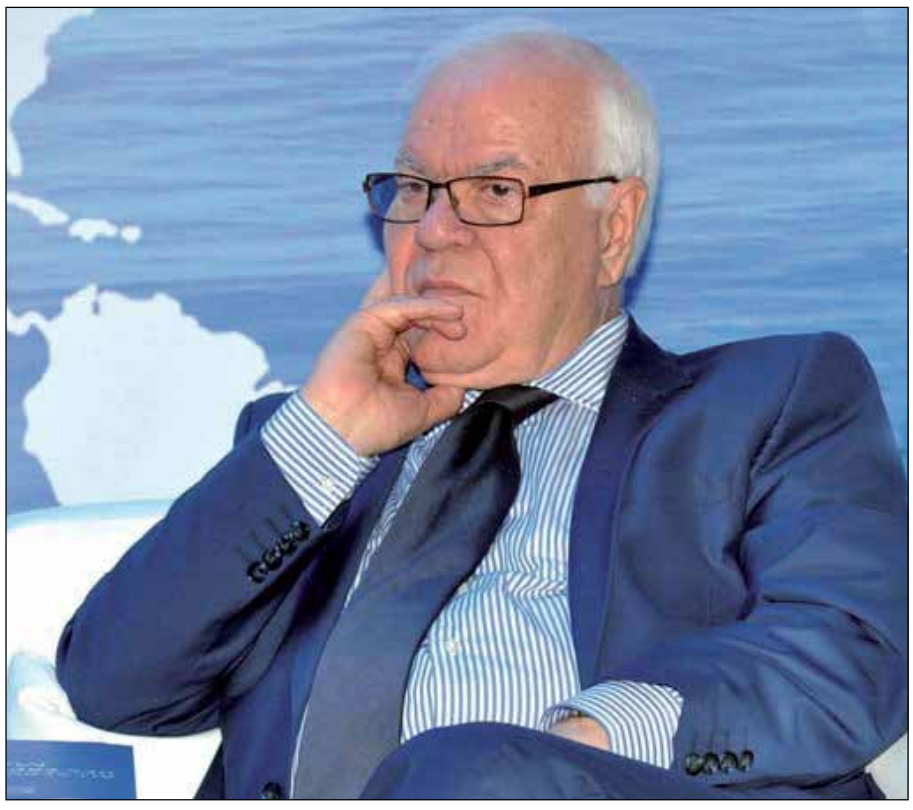
On croyait ces guerres picrocholines définitivement reléguées aux archives d'une époque révolue, lorsque les appareils partisans passaient plus de temps à régler leurs querelles de personnes qu'à défendre les causes qu'ils prétendaient servir. Mais voilà que l'ASMEX nous replonge dans ces scènes d'un autre âge, où la bataille pour la succession finit par occulter la mission même de l'institution.

Jeudi 4 juin, un communiqué attribué à « la majorité du conseil d'administration » dénonce une « dérive de gouvernance » et réaffirme son attachement au respect des statuts. Une sortie qui révèle au grand jour des tensions que l'on devinait depuis plusieurs semaines.

Officiellement, le désaccord porte sur la recevabilité des candidatures à la présidence. Officieusement, le débat semble beaucoup plus profond. Car derrière la querelle juridique et statutaire se dessine une question autrement plus sensible : celle de l'après-Sentissi.

L'inoxydable Hassan Sentissi, par ailleurs cacique istiqlalien de la première heure, considère que les trois candidats en lice ne présentent pas le profil requis pour diriger l'association. appelle de ses vœux l'émergence de « capitaines d'industrie », figures de poids capables, selon lui, de porter la voix des exportateurs marocains.

L'argument peut s'entendre. Mais il soulève également une interrogation que nombre d'observateurs commencent à formuler à voix basse : le président sortant cherche-t-il simplement à garantir la qualité du futur leadership ou souhaite-t-il voir émerger un successeur inscrit dans une logique de continuité, un héritier suffisamment proche pour préserver les équilibres actuels et éviter qu'une nouvelle équipe ne se livre à un véritable examen critique de l'héritage ?



Hassan Sentissi, président sortant de l'ASMEX.

Autrement dit, la bataille actuelle oppose-t-elle des conceptions différentes de la gouvernance ou traduit-elle la volonté de contrôler les conditions de la succession ?

La question mérite d'être posée. Car dans toute organisation, l'arrivée d'une nouvelle direction s'accompagne généralement d'un droit d'inventaire. On évalue les choix passés, on examine les résultats obtenus, on revisite certaines décisions et l'on redéfinit parfois les priorités. Un exercice normal dans toute institution moderne, mais souvent redouté par ceux qui ont tenu les commandes pendant de longues années. Ce qui est justement de Hassan Sentissi.

Continuité

Dans ce contexte, l'insistance de ce dernier sur la nécessité d'un profil bien particulier ne manque pas d'alimenter les spéculations. Cherche-t-on un président capable d'imprimer sa propre vision ou un successeur garantissant un changement suffisamment maîtrisé pour ne pas remettre en cause le bilan de l'équipe sortante?

Face à lui, le candidat le plus en vue Adil Zaidi rappelle que les règles du jeu ont déjà été fixées. L'appel à candidatures a été lancé. Les candidatures ont été examinées et validées. Le conseil d'administration a été convoqué. Dès lors, revenir sur le processus à quelques jours du scrutin lui paraît difficilement justifiable.

La controverse prend d'autant plus d'ampleur que les trois candidats contestés sont loin d'être des inconnus. Tous ont occupé des responsabilités au sein même de l'association et ont été associés à sa gouvernance. Ce qui conduit certains à s'interroger : s'ils étaient jugés aptes à exercer les fonctions de vice-président hier, pourquoi deviendraient-ils soudainement inaptes à briguer la présidence aujourd'hui ?

Pendant ce temps, les échanges se durcissent. D'un côté, les statuts sont invoqués comme référence ultime. De l'autre, ils sont présentés comme des textes vieillissants nécessitant une profonde modernisation. Une divergence qui ressemble de plus en plus à un affrontement entre deux conceptions de l'ASMEX: celle d'une institution appelée à se renouveler librement et celle d'une organisation dont la transition devrait être soigneusement encadrée.

L'annonce par Hassan Sentissi d'une assemblée générale extraordinaire le 22 juin, soit la veille de l'élection prévue le 23 juin, ajoute encore à la confusion et nourrit les interrogations sur les véritables enjeux de cette séquence.

Au fond, la question n'est peut-être plus de savoir qui remportera l'élection. Elle est de comprendre quelle conception de la succession l'emportera. Celle d'une alternance assumée, avec son indispensable droit d'inventaire, ou celle d'un changement dans la continuité, où le successeur idéal serait avant tout celui qui garantirait que l'on ne regarde pas de trop près dans le rétroviseur. Pour une organisation qui prétend représenter les exportateurs marocains sur les marchés internationaux, le spectacle est pour le moins troublant. À un moment où les entreprises se doivent d'adopter les meilleures pratiques de gouvernance, l'ASMEX donne l'impression de rejouer un scénario dont beaucoup pensaient qu'il appartenait définitivement au passé. ◗

Le Maigret du CANARD

Le monde merveilleux de Saham

Quand l'employé et le client ne font qu'un…

Il faut reconnaître à Moulahom Hafid une qualité rare : celle de ne jamais manquer d'ambition. Le patron de Saham Group n'est d'ailleurs jamais à court d'idées lorsqu'il s'agit de découvrir de nouveaux filons pour accroître sa fortune et celle de sa descendance . Là où d'autres se contentent de gérer leurs entreprises, lui semble considérer chaque salarié comme une opportunité commerciale encore insuffisamment exploitée. Sa dernière trouvaille ? Une invitation adressée aux centaines de collaborateurs de ses centres d'appels au Maroc :

« Nouvelle convention bancaire : des avantages préférentiels pour vous ! Découvrez les services et offres réservés aux collaborateurs lors d'un webinaire animé [le vendredi 12 juin] par Saham Bank. »

Le concept est d'une simplicité confondante. Après avoir recruté le salarié, pourquoi ne pas recruter également son compte bancaire ? Après tout, il serait dommage que son salaire aille enrichir une banque concurrente. Une forme d'économie circulaire où l'argent de l'employé effectue un remarquable voyage sans jamais quitter l'écosystème maison.

Cette initiative précieuse confirme une tendance lourde du capitalisme à la sauce Moulahom : pourquoi se contenter d'être votre employeur quand on peut aussi devenir votre banquier, votre assureur, votre promoteur immobilier, votre pharmacien, l'école de vos enfants et bientôt, pourquoi pas, votre traiteur mariage?

À la tête d'une banque, l'ex- Société Générale, d'un géant mondial de la relation client, Teleperformance, d'activités d'assurance, d'un laboratoire pharmaceutique, d'un groupe immobilier, d'enseignes scolaires et même de participations dans la grande distribution, le patron de Saham semble poursuivre un objectif aussi simple que séduisant : accompagner le pauvre salarié du cru de la naissance jusqu'à au découvert autorisé.

Le modèle risque de faire des petits. Vous travaillez dans un centre d'appel du groupe ? Aucun souci. Pour votre compte bancaire, direction la banque maison. Pour votre assurance, la compagnie maison. Pour vos médicaments, le laboratoire maison. Pour acheter votre appartement, le promoteur maison. Pour scolariser vos enfants, l'école maison. Pour remplir votre panier de courses, l'enseigne partenaire maison.

Intégration existentielle

À ce rythme, il ne restera bientôt plus qu'à verser directement les salaires d'une poche Saham vers une autre. Le circuit sera plus court, plus écologique et surtout infiniment plus rentable pour celui qui se trouve aux commandes de toutes les caisses. Il ne manque finalement que quelques maillons à cette admirable chaîne de valeur intégrée. Par exemple une agence matrimoniale baptisée « Saham Dating » ? Les employés pourraient ainsi rencontrer leur futur conjoint au sein d'un écosystème parfaitement maîtrisé. Premier rendez-vous financé par un crédit consommation maison, mariage assuré par la compagnie maison, logement fourni par le promoteur maison et, en cas de dispute conjugale, médiation assurée par un centre de relation client maison. Elle n'est pas belle la vie estampillée Saham? Dans la foulée, une chaîne de restauration Saham pourrait nourrir les salariés entre deux appels. Une marque de prêt-à-porter les habillerait. Une agence de voyages les ferait partir en vacances. Une clinique du groupe pourrait surveiller leur tension artérielle après la réception de leur fiche de paie.

À terme, le collaborateur idéal n'aurait même plus besoin de sortir de l'écosystème. Il naîtrait Saham, étudierait Saham, travaillerait Saham, consommerait Saham, emprunterait Saham, se soignerait Saham et prendrait sa retraite… si une filiale spécialisée finit par voir le jour.

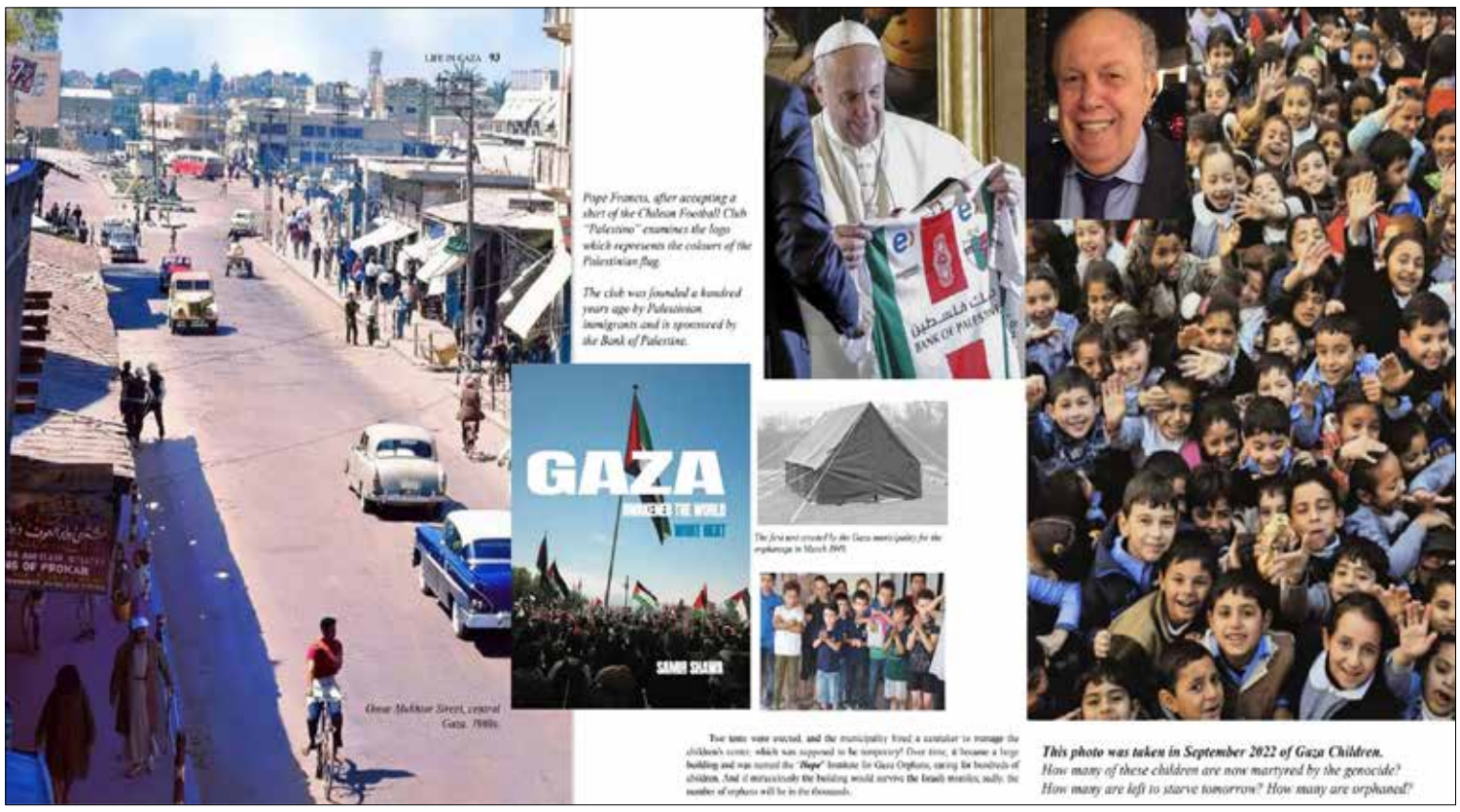
Les vieux conglomérats rêvaient autrefois d'intégration verticale. Les nouveaux à l'image de Saham semblent viser l'intégration existentielle. Le salarié de rêve version Saham est celui qui trime dur pour le groupe le jour, emprunte les doigts dans le nez auprès de la filiale bancaire le soir et rembourse ses mensualités le reste du temps. Une fidélisation poussée à son stade ultime : quand l'employé cesse d'être seulement une ressource humaine pour devenir un marché captif. Bienvenue à SAHAMLAND. Le seul parc où vous entrez salarié et sortez client à vie. Standing ovation! ◗

Can'Art et CULTURE

Gaza a éveillé le monde : et après ?

Témoignage d'un peuple déterminé à ne pas disparaître

MOULOUD BENZADI



Dans son nouveau livre "Gaza a éveillé le monde : et après ?", Samir Shawa commence par retracer l'extraordinaire diversité de Gaza à travers les millénaires, rappelant que, tout au long de l'histoire, la ville a vu se succéder de nombreux empires, Égyptiens, Philistins, Grecs, Romains, Byzantins, Arabes musulmans, Croisés, Mamelouks, Ottomans et Britanniques, dont les origines, ethnies et religions variées ont profondément façonné sa composition démographique.

Plus qu'un nom : un carrefour sacré

Il explore ensuite l'origine du nom de la ville : « Depuis sa fondation, Gaza a porté différents noms selon les civilisations : "Hazati" chez les Cananéens, "Gazato" chez les Égyptiens et "Azzati" chez les Assyriens. Ce nom dérive de "Izza", qui signifie force et puissance, et reflète la résilience de la ville à travers l'histoire antique. »

Mouloud Benzadi *

Shawa rappelle également qu'elle fut appelée « Ghazzat Hashem » en hommage à Sayyid Hashem ibn Abd Manaf, grand-père du prophète Mahomet, mort et enterré à Gaza. Il inscrit la ville dans son héritage cananéen, marqué par le culte d'El, Baal et Anat, ainsi que par les langues akkadienne et ougaritique, précurseurs du syriaque et de l'arabe. Cet héritage spirituel et linguistique souligne une idée centrale : Gaza n'a jamais été une page blanche, mais un carrefour sacré et vivant.
Contrairement à "La Guerre de Cent Ans en Palestine" de son compatriote Rashid Khalidi, qui commence en 1917, Shawa remonte quatre millénaires en arrière. Avant les bombardements et la famine, il présente Gaza comme un berceau de civilisation : port cananéen, place forte philistine et lieu de repos de l'aïeul du prophète. Il rappelle qu'elle a donné son nom à la gaze et frappé monnaie bien avant les États modernes, tout en soulignant son rôle dans les débuts du christianisme au IVe siècle. Ce préambule déconstruit l'image réductrice d'une simple « bande de terre » ou d'un « problème de réfugiés » : Gaza y apparaît comme une ville ancienne, sacrée et vivante, dont l'âme dépasse les violences contemporaines.

Des Ottomans à la Nakba : le long déclin de Gaza

Après avoir retracé les racines anciennes et l'héritage spirituel de Gaza, Shawa se penche sur la lente catastrophe de l'ère moderne, marquée par une rupture décisive : « en 1517… les armées ottomanes attaquèrent et occupèrent aisément le Levant et la Palestine. » Cette occupation inaugura des siècles de stagnation, brièvement interrompus par la campagne de Napoléon. L'auteur décrit comment l'empereur français, après avoir sécurisé Le Caire, se tourna vers « la conquête de la Palestine », s'emparant de Gaza « sans résistance significative » sous le slogan creux de « Liberté, Égalité, Fraternité ». Le ton de Shawa devient celui d'un témoin lorsqu'il relate la Nakba de 1948. Il explique que le « mouvement sioniste » européen, dirigé par des figures comme Theodor Herzl, disposait de ressources que « le mouvement national palestinien, avec ses moyens limités », ne pouvait égaler. Le livre montre comment la population de Gaza doubla du jour au lendemain avec l'arrivée des réfugiés, transformant une société fière en communauté dépendante de l'aide de l'UNRWA, dépendance critiquée par Shawa pour son effet sur la dignité. Il contrebalance ce constat par des portraits nostalgiques de la vie d'avant-guerre : les fanfares de Fadous, les salons intellectuels du Gaza College et le parfum du pain Taboun partagé entre voisins musulmans et chrétiens. Ce contraste entre une société vibrante et la « prison à ciel ouvert » qu'elle est devenue constitue le cœur émotionnel de l'ouvrage.

Le retour de l'exil et l'illusion des deux États

L'un des apports les plus originaux de l'ouvrage réside dans son attention portée à la diaspora gazaouie au Koweït. Shawa montre comment l'émirat est devenu un refuge après la Nakba, un lieu où s'est formé le noyau du mouvement Fatah autour de figures comme Yasser Arafat, Khalil al-Wazir et Salah Khalaf, tout en soutenant financièrement la cause palestinienne pendant des décennies. Il se tourne ensuite vers les espoirs suscités par les accords d'Oslo, signés le 13 septembre 1993 à la Maison-Blanche, marqués par la célèbre poignée de main entre Arafat et Yitzhak Rabin sous l'égide de Bill Clinton. Revenant lui-même à Gaza en octobre 1994 pour participer à la construction d'un État, Shawa décrit avec amertume l'échec de ce projet. Il évoque notamment la pose de la première pierre du port de Gaza ainsi que l'allumage de la torche du champ gazier le 27 septembre 2000 — symboles d'un avenir rapidement compromis lorsque la seconde Intifada éclate le lendemain de la visite provocatrice d'Ariel Sharon à Al-Aqsa.
Cette désillusion nourrit son analyse de la « solution à deux États », qu'il qualifie de mirage. Évoquée dès la com-

Can'Art et CULTURE

mission Peel après la grève palestinienne de 1936, cette idée s'est progressivement vidée de sa substance au fil des décennies, jusqu'à être ouvertement rejetée par les gouvernements israéliens récents. Pour Shawa, elle apparaît moins comme une solution viable que comme un slogan creux ayant permis de prolonger le statu quo.

Le génocide et l'esprit du sumud

La quatrième partie examine directement le génocide actuel. Shawa quitte le ton d'historien pour celui de chroniqueur de l'horreur. Il rappelle que le Hamas a baptisé son opération du 7 octobre 2023 « Le Déluge d'Al-Aqsa » (Tawafan Al-Aqsa), mais que la riposte israélienne fut un déluge bien plus dévastateur. Un vieux poète de Gaza, assis dans les ruines de sa maison à Jabalia, évoque Salah Jahin avec regret : « La guerre ne laisse pas le temps de pleurer. Elle vole vos larmes et vous laisse debout dans les décombres, essayant de se souvenir de la vie d'avant la perte. Aujourd'hui, c'est le déluge de Gaza, sans Noé. » L'ouvrage cite B'Tselem, affirmant qu'Israël commet un génocide, et présente un bilan effarant : plus de 200 000 victimes, en majorité femmes et enfants ; plus de 1 650 agents de santé tués ; plus de 240 journalistes tués ; et 2 700 familles entièrement effacées, du nourrisson au grand-parent. Shawa détaille des horreurs précises : les 335 balles tirées sur Hind Rajab, six ans, le bombardement du café Al-Baqaa où travaillaient des journalistes, et la famine des nourrissons observée par le Dr Ahmad al-Farra à l'hôpital Nasser. Pourtant, le livre ne sombre pas dans le désespoir. Le chapitre sur la résistance décrit des miracles discrets: des enfants apprenant le violon au Conservatoire Edward Said au milieu des ruines, des femmes âgées plantant des roses dans des obus usagés, des familles célébrant la vie sous des tentes de déplacés. Selon Shawa, c'est là l'essence même de la ténacité et de la résistance — la réponse de Gaza à un monde incapable d'arrêter le massacre.

Reconstruire à partir des décombres

Shawa conclut non pas par une feuille de route politique, mais par une foi profonde dans le « principe du phénix ». Il écarte les mirages d'une « Riviera » proposée par des puissances étrangères, qu'il s'agisse des projets immobiliers de Jared Kushner ou des plans de paix de Donald Trump, et affirme que seuls les Gazaouis reconstruiront Gaza. Il reconnaît l'ampleur des destructions : 60 millions de tonnes de décombres mêlés de munitions non explosées et de restes humains, 90% des infrastructures détruites, et le traumatisme d'enfants n'ayant connu que la guerre. Pourtant, il s'appuie sur l'histoire : Gaza a été ravagée par Alexandre le Grand, les Croisés, Napoléon et les Ottomans, et s'est relevée à chaque fois.

Shawa souligne également que les Gazaouis ne sont pas seuls. Les derniers chapitres décrivent une vague de solidarité mondiale inédite. À Londres, des manifestations hebdomadaires ont parfois rassemblé des centaines de milliers de personnes pour réclamer un cessez-le-feu. Des figures comme Jeremy Corbyn et Bernie Sanders ont pris position ; des artistes tels que Roger Waters, Banksy et Annie Lennox ont mobilisé leur notoriété; des clubs et supporters, du Celtic FC au Club Palestino au Chili, ont affiché le drapeau palestinien dans les stades. Même en Israël, des voix comme Gideon Levy et Ami Ayalon ont critiqué les actions de leur gouvernement. Cette solidarité s'inscrit toutefois dans un contexte de souffrance persistante : vetos américains répétés à l'ONU, flux continu d'armes et création de la controversée « Fondation humanitaire pour Gaza », perçue comme un piège pour civils affamés. Le message final est clair : le monde a peut-être abandonné Gaza, mais Gaza ne s'abandonnera pas. "Gaza a éveillé le monde" se lit comme le témoignage d'un peuple au bord de l'anéantissement, déterminé à ne pas disparaître. ◗

**** Auteur, lexicographe et chercheur – Royaume-Uni***

Opération Marhaba 2026

Le Maroc déroule le tapis rouge à ses citoyens du monde

L'opération Marhaba 2026 devrait accueillir environ 3,6 millions MRE.

Le Maroc a donné ce mercredi 10 juin le coup d'envoi de l'opération Marhaba 2026, l'un des plus importants dispositifs de transit et d'accueil au monde destinés aux Marocains résidant à l'étranger (MRE). Placée sous la présidence effective de SM le Roi Mohammed VI et coordonnée par la Fondation Mohammed V pour la Solidarité, cette opération se poursuivra jusqu'au 15 septembre prochain. Cette nouvelle édition se distingue par le renforcement des moyens humains et logistiques mobilisés pour accompagner les millions de Marocains attendus durant la période estivale. Le dispositif repose sur un réseau de 26 espaces d'accueil répartis entre le Maroc, la France, l'Espagne et l'Italie afin d'assurer assistance, orientation et prise en charge sociale et médicale tout au long du parcours des voyageurs. Au Royaume, les structures Marhaba sont déployées dans les principaux ports, aéroports, aires de repos et postes-frontières, notamment à Tanger Med, Nador, Al Hoceima, Casablanca, Marrakech, Agadir, Oujda, Laâyoune et Dakhla. Six autres espaces sont opérationnels dans les principaux ports européens de transit.

Près de 1.400 personnes, comprenant assistantes sociales, médecins, cadres paramédicaux, équipes de la Fondation et volontaires, sont mobilisées pour assurer un accompagnement permanent des voyageurs. Un centre de coordination basé à Rabat supervisera l'ensemble du dispositif et assurera le fonctionnement d'un service d'assistance téléphonique accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Selon les prévisions des autorités, l'opération Marhaba 2026 devrait accueillir environ 3,6 millions de Marocains du monde, confirmant ainsi l'importance stratégique de cette mobilisation annuelle qui constitue un moment privilégié de retrouvailles entre les MRE et leur pays d'origine. ◗

Sécurité, mobilité, instantanéité

La Banque Populaire abat ses cartes

Ces innovations s'inscrivent dans une stratégie globale visant à accompagner l'évolution des usages numérique.

Dans un environnement marqué par l'essor rapide des services bancaires dématérialisés et la montée en puissance du commerce électronique, la Banque Populaire accélère sa transformation digitale avec le lancement de deux nouvelles cartes virtuelles destinées à simplifier les paiements et à renforcer la sécurité des transactions.

La première, baptisée « La Virtuelle », est une carte digitale permanente qui permet aussi bien les achats en ligne que les paiements sans contact en magasin grâce à son intégration avec les portefeuilles électroniques tels qu'Apple Pay et Google Pay. Elle offre aux clients un outil unique pour gérer leurs dépenses courantes et leurs abonnements, au Maroc comme à l'international.

La seconde, « L'Instant », est une carte virtuelle à usage unique dédiée aux achats ponctuels sur Internet. Gratuite pour l'ensemble des clients de la banque, elle disparaît automatiquement après une transaction ou au bout d'une heure, limitant ainsi considérablement les risques d'utilisation frauduleuse. Selon la Banque Populaire, ces innovations s'inscrivent dans une stratégie globale visant à accompagner l'évolution des usages numériques et à répondre à la croissance soutenue du paiement mobile et du e-commerce. Elles constituent également une réponse aux limites des cartes physiques, notamment en matière de délais de délivrance, de gestion des dépenses en ligne et de protection des données bancaires. Le lancement de ces solutions intervient dans un contexte où les cyberattaques et les fuites de données alimentent les inquiétudes des consommateurs. La banque met ainsi en avant des mécanismes de sécurité renforcés, fondés notamment sur l'utilisation de cartes éphémères et sur la tokenisation des paiements, afin de réduire l'exposition des informations sensibles et de sécuriser davantage les transactions. Accessibles directement depuis l'écosystème digital du groupe, ces cartes offrent une gestion entièrement mobile, avec des plafonds personnalisables et une utilisation adaptée aussi bien aux opérations nationales qu'internationales. Face à la concurrence croissante des fintechs et des néobanques, la Banque Populaire entend capitaliser sur un double avantage : la solidité d'un grand groupe bancaire disposant d'un vaste réseau d'agences et l'agilité d'une offre digitale intégrée à sa plateforme Pocket Bank. L'objectif affiché est de faire de ces nouveaux moyens de paiement des références sur le marché marocain du paiement numérique. ◗

Le MIGRATEUR

Trump-Netanyahou

Quand le pyromane reproche à son complice de jouer avec le feu !

Alors que les bombardements israéliens au Liban alimentent les craintes d'un embrasement régional, les relations entre Donald Trump et Benyamin Netanyahou connaissent un regain de tension. En toile de fond : les calculs stratégiques divergents des deux alliés face aux enjeux sécuritaires et diplomatiques du Moyen-Orient.

AHMED ZOUBAÏR

Rien ne va plus entre Trump et Netanyahou...

Longtemps, Donald Trump et Benjamin Netanyahou ont donné l'image d'un tandem politique soudé par une même vision du Moyen-Orient : démonstration de force, pression maximale sur l'Iran et soutien sans états d'âme aux massacres des civils palestiniens par les sionistes. Mais voilà que les deux hommes se découvrent aujourd'hui des divergences. Non sur le principe de la guerre, mais sur son dosage.

Selon plusieurs médias américains, les relations entre le président américain et le Premier ministre sioniste se sont fortement tendues après les bombardements israéliens au Liban et les risques d'embrasement régional qui en ont découlé. Donald Trump aurait reproché à Benyamin Netanyahou de compromettre les efforts diplomatiques américains et faire dérailler les négociations en cours avec l'Iran. Le spectacle a quelque chose de surréaliste. Après avoir passé des années à encourager la politique du rapport de force, Washington découvre soudain les vertus de la retenue. Comme si l'apprenti sorcier s'inquiétait brusquement de voir son laboratoire prendre feu. D'un côté, Donald Trump cherche désormais à vendre à son opinion publique l'image d'un homme capable de conclure des accords et d'éviter une guerre régionale incontrôlable. De l'autre, Benyamin Netanyahou, affaibli sur le plan intérieur et confronté à une contestation croissante, semble tenté par une fuite en avant militaire destinée à préserver sa survie politique.

Les échanges entre les deux dirigeants auraient été particulièrement tendus. Trump aurait même accusé son allié israélien d'agir de manière irresponsable en multipliant les frappes susceptibles d'entraîner une réaction en chaîne impliquant l'Iran, le Hezbollah et l'ensemble de la région. La scène rappelle ces vieux couples politiques qui, après avoir passé des années à se conforter mutuellement dans leurs excès, découvrent soudain qu'ils ne partagent plus la même définition du mot « prudence ». L'un veut ralentir parce qu'il approche d'un précipice ; l'autre accélère parce qu'il craint de perdre le volant. Au fond, la querelle actuelle ne porte pas tant sur la paix que sur le calendrier de la guerre. Trump veut contrôler l'escalade afin de préserver ses intérêts diplomatiques et électoraux. Netanyahou veut conserver sa liberté d'action militaire face au Hezbollah et à l'Iran. Entre les deux hommes, la confiance semble s'être évaporée au rythme des bombardements et des coups de téléphone musclés. Cette brouille révèle surtout une réalité rarement avouée : les intérêts de Washington et de Tel-Aviv ne se confondent pas toujours. Lorsque les bombes tombent, chacun découvre rapidement que l'allié idéal est souvent celui qui assume seul les conséquences. Pendant ce temps, les populations civiles du Liban continuent de payer le prix d'une partie d'échecs géopolitique où les stratèges déplacent leurs pions à distance, tandis que les habitants vivent sous les décombres. Une fois encore, les divergences entre les puissants se mesurent moins dans les déclarations officielles que dans les dégâts causés sur le terrain. Et si la crise actuelle devait laisser une image, ce serait peut-être celle-ci: deux chefs d'orchestre se disputant la partition alors que la salle est déjà en feu. ◗

Décès de Bernadette Chirac

La France perd une Première dame de caractère, le Maroc une amie fidèle

JAMIL MANAR

Bernadette Chirac, ancienne Première dame de France et épouse de l'ancien président français Jacques Chirac, s'est éteinte le 5 juin 2026 à l'âge de 93 ans. Figure incontournable de la vie politique française durant plus d'un demi-siècle, elle laisse derrière elle le souvenir d'une femme de conviction, de caractère et d'engagement au service de nombreuses causes humanitaires.

Longtemps perçue comme le pilier discret de l'ascension politique de Jacques Chirac, Bernadette Chirac a progressivement affirmé sa propre stature publique. Élue locale en Corrèze pendant plusieurs décennies, engagée dans l'action sociale et présidente de nombreuses œuvres caritatives, elle a notamment marqué les Français par son implication dans l'opération « Pièces Jaunes » en faveur des enfants hospitalisés.

Au-delà de son rôle institutionnel, Bernadette Chirac entretenait des liens particuliers avec le Maroc, pays auquel Jacques Chirac était profondément attaché. Le couple présidentiel a contribué, durant de longues années, au renforcement de l'amitié exceptionnelle entre le Royaume du Maroc et la République française. À l'annonce de son décès, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a adressé un message de condoléances et de compassion à sa fille, Claude Chirac. Dans ce message empreint d'émotion, le Souverain a rendu un hommage appuyé à la défunte, soulignant que " le Royaume du Maroc gardera le souvenir ému d'une personnalité de grande distinction qui a incarné, avec fidélité, un riche héritage de valeurs humaines, familiales et patriotiques. " Le Roi a également rappelé que Bernadette Chirac avait, aux côtés de Jacques Chirac, "témoigné une estime constante au Royaume", mettant en avant les liens d'amitié et de confiance qui ont uni la famille Chirac à la Famille Royale marocaine au fil des décennies.

Bernadette Chirac, femme de devoir, de résilience et de fidélité.

Avec la disparition de Bernadette Chirac, c'est une page importante de l'histoire politique française qui se tourne. Femme de devoir, de résilience et de fidélité. Elle aura accompagné l'une des plus grandes figures de la Ve République tout en construisant sa propre place dans la mémoire collective française.

Pour le Maroc, son souvenir restera associé à une relation d'amitié sincère entre deux peuples et à une époque où les liens franco-marocains trouvaient aussi leur force dans les relations humaines tissées au sommet de l'État. ◗

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION
Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF
Abdellah Chankou

RÉDACTION
Jamil Manar
Rachid Ouahbi,
Saliha Toumi, Ahmed Zoubaïr,
Laila Lamrani Amine

CORRESPONDANT EN FRANCE ET EN EUROPE
Samir Berhil
s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES
Boudali, Zag

WEBMASTER
Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE
Yahia Kamal

LOGISTIQUE
Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ
Essaadia HAKANI

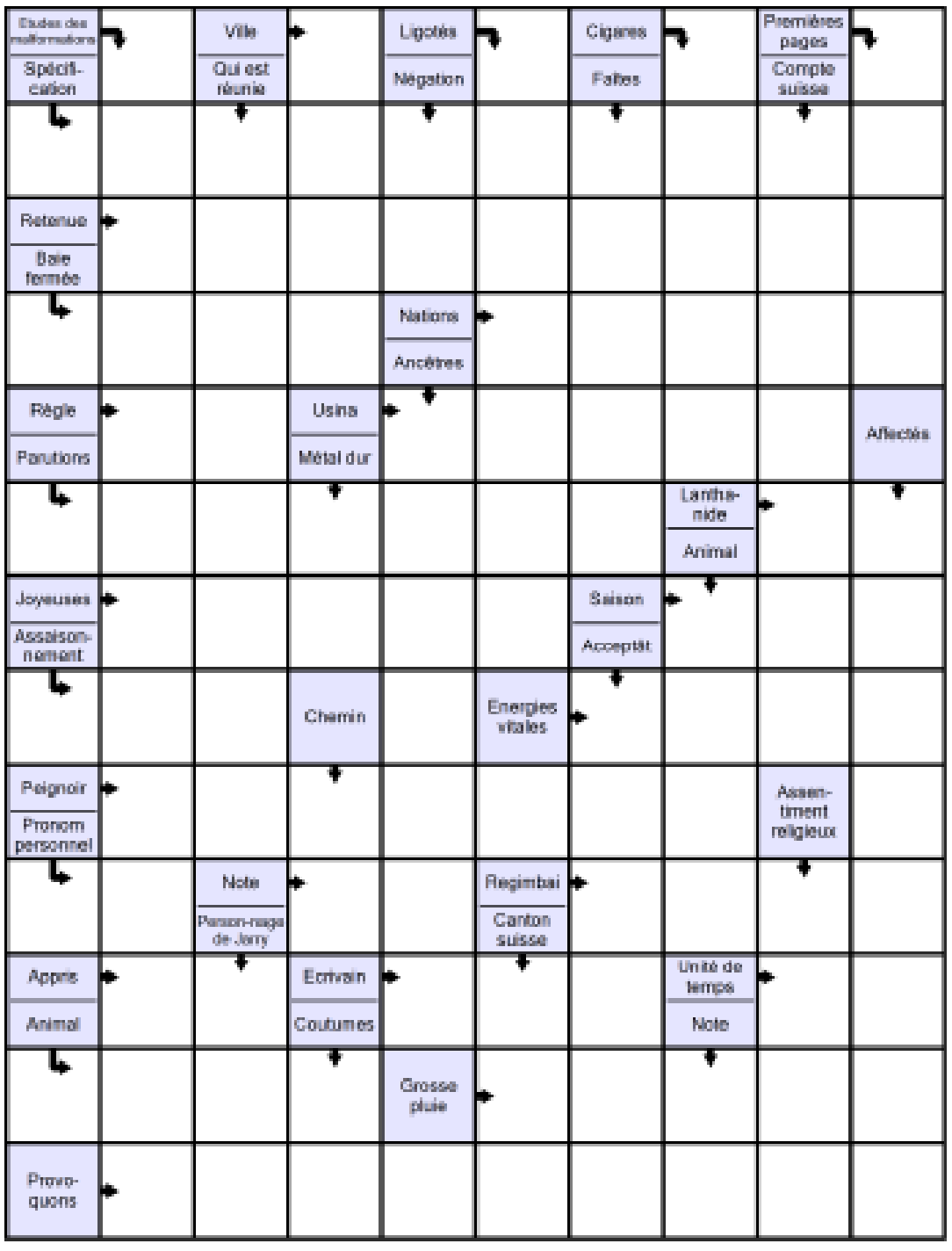
DOSSIER PRESSE
Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL
2007 / 0025

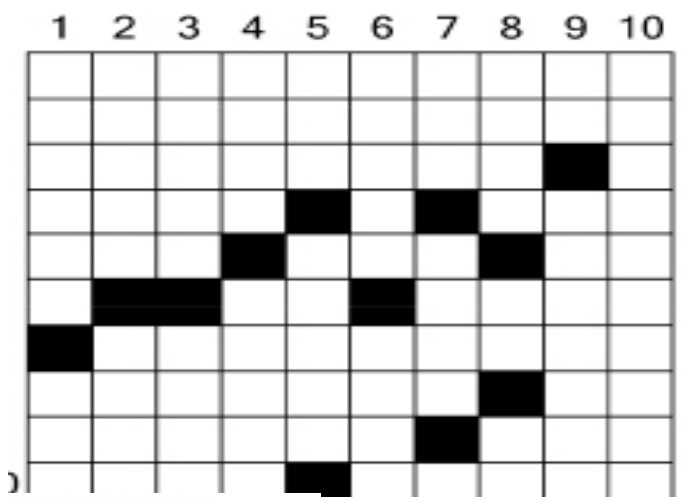
ISSN **2028-0416**

Et BATATI ET BATATA

Mot Fléchés



Mots croisés



Horizontalement :
1 : Témoin
2 : Acidulée
3 : Préférence
4 : Peuples barbares - Pièce de charrue
5 : Ville du Japon - Etendue d'eau - Note
6 : Donne bonne conscience - Se mobiliser
7 : Ossature
8 : Perceras - Argon
9 : Contractés - Lettre grecque
10 : Prénom - Egalement

Verticalement :
1 : Pierre précieuse - Métal
2 : Auteur de bandes dessinées - Perfor
3 : Ile grecque - Dépouillements
4 : Inventeur - Ville néerlandaise
5 : Plusieurs fois - Peuple d'Afrique du N
6 : Couché - Rangea
7 : Récipient - Animaux
8 : Saisons - Gobelet chinois - En matièr
9 : Note - Dignités
10 : Reniflerai

Mots Mêlés

E	E	I	E	E	D	N	A	L	S	I	J
B	R	R	D	A	E	T	E	R	C	A	A
L	P	P	N	Z	R	U	I	M	V	A	T
E	Y	A	A	I	V	E	M	A	L	T	E
O	H	C	L	B	I	Y	O	D	N	O	H
D	C	E	R	I	C	U	B	A	E	L	E
I	T	S	I	Z	T	A	B	G	R	E	L
A	A	R	X	I	O	R	G	A	E	R	I
K	H	O	E	N	R	O	B	S	D	O	C
K	E	C	I	T	I	A	H	C	A	N	I
O	R	L	E	U	A	R	T	A	M	U	S
H	B	E	N	G	I	A	D	R	A	S	S

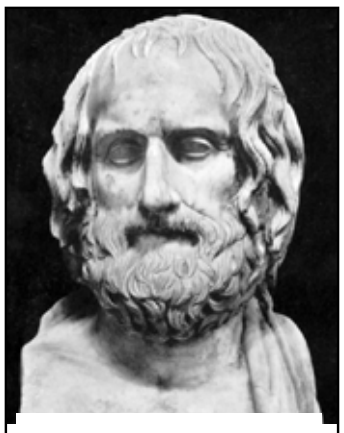
MADAGASCAR
SARDAIGNE
VICTORIA
HOKKAIDO
SUMATRA
ISLANDE
IRLANDE
MADERE
BORNEO
SICILE
OLERON
BREHAT
CHYPRE
HONDO
GROIX
HAITI
CRETE
CORSE
MALTE
CAPRI
IBIZA
CUBA
BATZ
JAVA
ELBE
YEU

Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

6								7
4			2				6	5
			7				1	
2	3			5				
	8		1		7		2	
				9			7	4
	6				9			
8	1				4			3
5								8

A méditer



« Un vieillard est deux fois enfant. »

Euripide, Fragments.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

4	9	2	1	3	8	6	5	7
5	7	3	9	6	2	1	8	4
1	6	8	5	4	7	9	3	2
9	2	7	8	5	6	4	1	3
8	3	4	7	2	1	5	9	6
6	5	1	3	9	4	2	7	8
7	4	9	2	1	3	8	6	5
3	1	6	4	8	5	7	2	9
2	8	5	6	7	9	3	4	1

Mots fléchés

Mots Mêlés

Mots mêlés Compositeur

La solution est MENDELSSON.

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	P	I	A	C	U	L	A	I	R	E
2	A	L	I	E	N	A	B	L	E	S
3	C	L	E	S	■	T	U	E	E	S
4	A	■	S	■	M	E	S	U	R	E
5	G	E	■	G	E	X	■	S	A	S
6	E	S	T	E	R	■	E	■	S	■
7	A	■	I	N	E	P	T	E	■	U
8	M	A	S	I	S	■	I	R	A	S
9	E	R	S	A	■	M	E	R	L	E
10	S	C	A	L	P	E	R	A	I	S

Et BATATI ET BATATA

Bizarre

Rendre la monnaie de sa pièce...

355 euros... en pièces de cinq centimes. C'est l'incroyable surprise d'un étudiant dublinois de 20 ans, Rian Keogh, qui a reçu son dernier salaire dans un seau rempli de petites pièces rouges. En quittant son emploi de restaurateur estival, Rian Keogh a réclamé le dû de ses deux mois de travail impayés. Le restaurant lui a alors signifié qu'il pouvait venir chercher son argent le 9 septembre. « Cela ne vous dérange pas si je vous paie en liquide ? », s'était assuré l'employeur auprès de Rian Keogh. « C'est beaucoup en cash, mais j'ai vraiment besoin de cet argent le plus vite possible », avait alors répondu l'étudiant, qui ne pouvait plus attendre pour payer ses factures. Il a publié les extraits de la conversation sur Twitter. Mais surprise, le jour J, Rian Keogh reçoit un message de son employeur : « l'argent vous attend devant la porte ». Le restaurant l'a bien payé, mais lui a donné ses 355 euros en pièces de cinq centimes, soit l'équivalent d'un seau de 30 kilos, comme a indiqué Rian Keogh sur Twitter. ●

Glacial !

Une clinique du Kirghizistan a été contrainte de jeter à la poubelle 1.000 doses du vaccin Spoutnik V après qu'un individu ait débranché le frigo qui contenait les fioles pour recharger son téléphone portable. Cet incident s'est en réalité produit en avril 2021 dans une clinique publique de Bichkek, la capitale de ce pays pauvre d'Asie centrale. Selon le ministre de la Santé Alimkadyr Beïchenaliïev, un agent d'entretien pourrait être à l'origine de cette gaffe qui a coûté un millier de doses, devenues inutilisables. Ces vaccins faisaient partie d'un lot de 20.000 fioles livrées en tant qu'aide humanitaire par la Russie. Les autorités ont été très critiquées suite à cet incident, qui n'a été rendu public que cette semaine mais qui s'est passé en avril dans une clinique publique de Bichkek, la capitale. Selon le ministre de la Santé Alimkadyr Beïchenaliïev, un agent d'entretien pourrait être responsable de la gaffe, ayant cherché une prise pour recharger son téléphone. « Si l'un des employés est à blâmer, une femme de ménage ou quelqu'un d'autre, la clinique devra en réponse financièrement », a-t-il déclaré aux journalistes. M. Beïchenaliïev s'était affiché en avril à la télévision pour promouvoir la racine d'une plante - connue pour être très toxique pour l'homme - en tant que supposé remède miracle contre le Covid-19, en pleine nouvelle vague de contaminations. ●

Soft harakiri

Cela faisait 16 ans qu'il n'avait pas donné signe de vie. Le 16 novembre dernier, Wang, 39 ans, a retrouvé sa famille à Xi'an (province du Shaanxi) en Chine, comme l'a repéré le site News 24. L'homme avait décidé de disparaître après avoir échoué à l'université rapporte Le Figaro Étudiant (20/11/).
Un échec dont il a eu honte et qu'il n'a pu annoncer à ses parents. L'autorité douanière de Xi'an indique qu'au lycée, Wang était un excellent élève. C'est tout naturellement qu'il a poursuivi ses études à l'université de Chang'an, considérée comme étant l'une des plus 100 meilleures par le gouvernement chinois, précise News 24. En 2005, après être devenu accro aux jeux vidéos et raté sa scolarité, Wang n'a plus donné de nouvelles. Le jeune homme, qui vit à dix heures de chez ses parents, enchaîne alors les jobs pour survivre. C'est lorsqu'il a voulu renouveler sa carte d'identité auprès du bureau du gouvernement local que Wang a été identifié comme faisant partie de la liste de personnes disparues. Sa famille, qui vit à Shandong, une province de l'est du pays, a alors été prévenue. A Bailu TV, le père de Wang assure s'être très régulièrement rendu à Xi'an dans l'espoir de trouver son fils. Les retrouvailles, filmées et publiées sur Weibo (l'équivalent chinois de Twitter), montrent Wang en pleurs, dans les bras de sa mère. ●

Rigolard

***Un homme marche tout seul dans le désert**, son chameau s'est enfuit avec l'eau et la nourriture.
Au bout d'un moment il voit un marchand. Il s'approche de lui et dit :
- De l'eau, s'il vous plait de l'eau !
- Désolé, moi je n'ai pas d'eau, je ne vends que des cravates ! répond le marchand
Alors l'homme reprend sa route, il est de plus en plus fatigué et le soleil brille haut dans le ciel.
Quelques heures plus tard l'homme voit un deuxième marchand. Mort de soif il s'avance vers lui à genoux. Et il lui dit :
-De l'eau.. s'il..vous...plaît !
- Ah ! non, désolé, moi je ne vends que des cravates.
Alors l'homme reprend sa route. Une demi-heure plus tard il tombe sur un troisième marchand. L'homme s'avance avec difficulté (il rampe) et dit à bout de souffle :
- De l'eau... je...vous...en supplie...de l'eau !
- Ah désolé mon bon monsieur, je ne vends que des cravates moi. Mais un peu plus loin, dans cette direction il y a un bistro.
- Merci... Merci beaucoup !
Alors l'homme va en direction du bistro, cinq minute plus tard il le voit enfin le bistro .Il commence à courir et arrive enfin à l'entrée du bar, il s'écroule pratiquement sur le comptoir et demande :
- De l'eau s'il vous plait de l'eau !
Et le serveur lui répond :
- Ah désolé monsieur mais ici on ne sert que ceux qui portent des cravates !

***C'est Dudule qui est en vacances** au bord de la Méditerranée. Il part passer sa journée pêcher en mer. Le soir il arrive au Bar de la Marine et commence à raconter la lutte acharnée qu'il vient de mener avec un poisson d'au moins 30 kilos.
Marius le prend par la manche pour l'interrompre et il lui dit :
- Vé, arrête un peu tes cagades. Je l'ai vu ta sardine, c'est à peine si elle fait ses cinq kilos...
- Eh comment tu y vas toi, cinq kilos ?
- Et le Dudule tu vas pas me raconter que ton poisson à maigri avant d'arriver au port ?
- Hé bé oui ... C'est pas étonnant qu'il ait perdu 25 kilos ce poisson après les trois heures de lutte qu'il a mené contre moi...

***Dans une grande entreprise**, un chef de service accueille un nouvel employé et commence par lui demander :
- Comment vous appelez-vous ?
- Je m'appelle Albert, et vous ?
Le chef de service est particulièrement agacé par le ton familier de l'employé et lui passe immédiatement un savon :
- Écoutez, Monsieur, j'ignore dans quel type de société vous avez pu travailler auparavant et je m'en contrefous... Dans cette organisation, on appelle les gens par leur nom, jamais par leur prénom. Et tout spécialement vos supérieurs hiérarchiques. Vous allez donc m'appeler « Monsieur Blandin » à partir de cette seconde et cessez cette familiarité mal placée. Et d'abord, quel est votre nom de famille ?

- Je m'appelle Monchéri...
- OK, Albert, vous pouvez disposer.

***Un matin en classe, l'institutrice demande aux élèves :**
- Qu'est-ce que la poule donne ?
Une petite fille répond :
- Elle donne des œufs...
- C'est bien Mathilde, maintenant qu'est-ce que la chèvre donne ?
Un autre gentil petit élève répond :
- Elle donne du lait de chèvre.
- C'est très bien, maintenant qu'est-ce que la vache donne ?
Et Toto au fond de la classe répond :
- Elle donne des leçons et des devoirs...

A VENDRE

Local à vendre bien situé

Superficie
250 m²

77 BD Ghandi
Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444

www.alcs.ma

AVOIR LE SIDA
NE SIGNIFIE PAS ÊTRE MIS SUR UN BANC DE TOUCHE

Tous solidaires pour gagner
le match contre le sida.

ALCS
association de lutte contre le sida